



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
9 février 2015
Français
Original: anglais

Commission de l'investissement, des entreprises et du développement

Septième session

Genève, 20-24 avril 2015

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Mobiliser l'investissement au service du développement:

Contribution de la CNUCED dans le contexte

du financement du développement

Mobiliser l'investissement au service du développement durable: Informations générales et considérations intéressant la troisième Conférence internationale sur le financement du développement

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

On trouvera dans la présente note des éléments de fond et des généralités sur les aspects essentiels à prendre en considération pour préparer la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui aura lieu en juillet 2015.

En principe, le dynamisme du secteur privé national et les investissements locaux du secteur privé constituent le socle de la croissance de tout pays. En pratique, cependant, bon nombre de pays en développement et en transition manquent de ressources propres, et se tournent donc vers des sources extérieures pour financer la croissance économique, y compris le développement durable.

Les investissements de portefeuille étrangers constituent la principale source de financement extérieur du développement à l'échelle mondiale, mais les investissements étrangers directs (IED) sont prépondérants dans les pays en développement et les pays en transition. Outre les IED et les investissements de portefeuille, d'autres sources extérieures comme les prêts des banques commerciales, l'aide publique au développement (APD) et les envois de fonds sont potentiellement exploitables.

GE.15-02100 (F) 010415 020415



* 1 5 0 2 1 0 0 *

Merci de recycler



Afin d'augmenter le niveau absolu des fonds investis dans des secteurs liés aux objectifs du développement durable et d'en démultiplier l'efficacité et l'impact, des partenariats entre différentes sources extérieures et intérieures de financement et d'investissement pour le développement sont souhaitables, pour tirer parti de leurs singularités et créer des synergies. Certaines associations de fonds et de sources peuvent être plus efficaces pour certaines activités, ou certains secteurs ou projets liés aux objectifs de développement durable. Un aspect important des partenariats est qu'ils ne concernent pas seulement le financement; chaque partenaire présente des spécificités, liées notamment à son patrimoine technologique, ses compétences de gestion, ses compétences techniques et sa connaissance du secteur ou du projet considérés.

Pour parvenir à l'échelle souhaitée, les instruments financiers et les mécanismes de financement existants et nouveaux qui sont utilisés pour réunir des ressources pour les investissements dans les objectifs de développement durable doivent être soutenus, adaptés aux objectifs souhaités et extrapolés au besoin. Au-delà des politiques de financement, il faudrait réfléchir à la possibilité d'inciter les secteurs privés et les secteurs publics, tant étrangers que locaux, à mieux investir. À titre d'exemple, les investisseurs qui développent l'emploi des femmes, des minorités et d'autres groupes exclus, ou renforcent leurs compétences par des programmes de formation, soutiennent le développement durable par leur manière d'investir, indépendamment des montants investis.

Introduction

1. La nécessité d'investir davantage dans des secteurs qui sont indispensables au développement économique, comme les infrastructures et la production d'électricité, au progrès social, comme l'eau et l'assainissement, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et le logement social, et à la préservation de l'environnement, comme l'atténuation des changements climatiques et les énergies renouvelables, est au cœur du débat actuel sur les objectifs de développement durable. Les montants nécessaires dépassent de loin les possibilités de l'APD et des ressources du secteur public de nombreux pays, en particulier les pays les moins avancés (PMA), et des investissements privés plus élevés sont indispensables pour compléter les investissements publics. Un cadre de politique générale qui permette d'attirer les investissements privés et d'en tirer parti est un préalable fondamental à un développement équitable et durable fondé sur les investissements, comme cela a été rappelé à la table ronde ministérielle tenue au Forum mondial de l'investissement 2014, organisé par la CNUCED au mois d'octobre.

2. La troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui aura lieu à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet 2015, marquera une étape importante dans les travaux sur le financement d'un développement durable dont bénéficient tous les membres de la communauté internationale. La Conférence doit réunir des représentants politiques de haut niveau, y compris des chefs d'État et de gouvernement, ainsi que des acteurs institutionnels, des organisations non gouvernementales et des acteurs du secteur privé. Elle devrait apporter une contribution importante au programme de développement pour l'après-2015 et en appuyer la mise en œuvre. La CNUCED, partenaire de développement, entend jouer pleinement son rôle à l'occasion de cette réunion importante, et la Commission de l'investissement, des entreprises du développement témoigne de cet engagement. La présente note a pour objet de faciliter les débats de la Commission.

3. La Conférence internationale sur le financement du développement doit définir un plan d'action concerté et ambitieux pour le financement du développement durable au-delà de 2015¹. Dans son rapport de synthèse sur le programme de développement durable pour l'après-2015, le Secrétaire général de l'ONU estime qu'il faut «s'employer d'urgence à mobiliser et réaffecter des milliards de fonds privés vers le développement durable afin de déclencher les changements nécessaires dans ce domaine et de réaliser les objectifs fixés. Des secteurs clés, en particulier dans les pays en développement, ont besoin d'investissements à long terme, notamment d'IED»².

4. Les investisseurs disposent d'un certain nombre d'instruments financiers pour financer des projets: les flux de capitaux internationaux (dont les IED), les investissements de portefeuille et les prêts des banques commerciales, notamment, ainsi que des sources nationales. Comme aucun type de flux ne peut répondre à lui seul aux besoins essentiels qui découlent des objectifs de développement durable prévus, il est indispensable de conjuguer ces sources pour en maximiser l'impact sur le développement. La présente note examine divers mécanismes de financement et les conséquences de diverses modalités et formes d'investissement pour le développement. Chaque type répond à des motivations différentes et se comporte donc différemment, outre que les effets sur le développement peuvent varier. Il convient donc d'examiner chacun des instruments, ainsi que leurs synergies potentielles. Ces motivations, ces caractéristiques et ces réactions différentes, en outre, attirent des groupes d'investisseurs différents dans les projets d'investissement: des investisseurs étrangers privés (des particuliers, y compris des membres de la diaspora, et plus

¹ A/69/700.

² Ibid.

couramment, des entreprises, des fonds et d'autres acteurs privés), des investisseurs étrangers publics (notamment des entreprises publiques, des fonds souverains, des donateurs au titre de l'APD et des établissements financiers publics), et des investisseurs privés et des organismes publics nationaux, notamment.

I. Sources extérieures de financement du développement

5. Si les investissements de portefeuille étrangers constituent la première source de financement du développement au niveau mondial, les IED représentent la plus grande partie des entrées de capitaux dans les pays en développement et les pays en transition. En principe, le dynamisme du secteur privé national et les investissements locaux du secteur privé constituent le socle de la croissance de tout pays. En pratique, cependant, bon nombre de pays en développement et en transition manquent de ressources propres, et un aspect important de leurs stratégies de développement consiste donc à mobiliser des fonds extérieurs pour leur développement économique. L'importance relative des diverses sources extérieures – IED, investissements de portefeuille, prêts de banques commerciales, APD et envois de fonds – a évolué au fil du temps. Associées de manière appropriée, ces ressources peuvent souvent produire, et ont souvent produit, de bons résultats dans les pays en développement. Toutefois, lors de la crise mondiale de 2008, des inquiétudes sont réapparues dans le discours officiel au sujet de la vulnérabilité des pays qui ont recours à des sources extérieures de financement du développement, à cause notamment des risques de diminution soudaine de ce financement et de recul des investissements de portefeuille. Les crises financières peuvent s'accompagner de fluctuations de grande ampleur dans les prêts des banques commerciales et les investissements de portefeuille.

6. L'APD est moins sujette aux fluctuations, mais a progressé lentement. L'APD n'atteignant pas toujours ses objectifs, un certain scepticisme est apparu chez un certain nombre de pays donateurs quant à son aptitude à répondre efficacement aux besoins essentiels des pays bénéficiaires dans le domaine du développement. La crise financière qui touche les pays donateurs eux-mêmes est une autre raison de la lenteur des progrès de l'APD. Il ne fait cependant pas de doute que celle-ci est indispensable aux pays en développement, en particulier aux PMA. Dans son rapport de synthèse, le Secrétaire général formule la recommandation suivante: «Tous les pays développés doivent atteindre l'objectif qu'ils se sont fixé de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD aux pays en développement et arrêter des délais précis pour honorer les engagements pris en la matière, notamment celui, énoncé dans le cadre du Programme d'action d'Istanbul, de verser 0,15 % de leur revenu national brut aux pays en développement sans littoral d'ici à 2015.»³. L'APD devrait être mieux ciblée, plus efficace et plus transparente et être utilisée autant que possible pour mobiliser des ressources supplémentaires.

7. À l'inverse, les IED se sont révélés moins instables et plus résilients aux crises que d'autres formes de financement extérieur. La relative stabilité des flux d'IED peut être illustrée statistiquement par des écarts types inférieurs à ceux d'autres flux de ressources extérieures (voir tableau 1), même si les IED sont devenus plus instables ces dernières années, comme on le verra dans le présent chapitre. Surtout, les flux d'IED ont des conséquences pour la balance des paiements, l'épargne, l'investissement, la balance commerciale et la gestion macroéconomique globale des pays destinataires. Ils sont aussi considérés comme une filière importante de transfert de technologie vers les pays en développement et de diffusion technologique, et comme un vecteur de croissance économique par la création d'emplois, l'intégration dans les chaînes de valeur et le renforcement des capacités de production et d'exportation.

³ Ibid.

Tableau 1
Écarts types relatifs des flux de capitaux par catégorie pendant la période 1990-2013
 (Valeur des écarts)

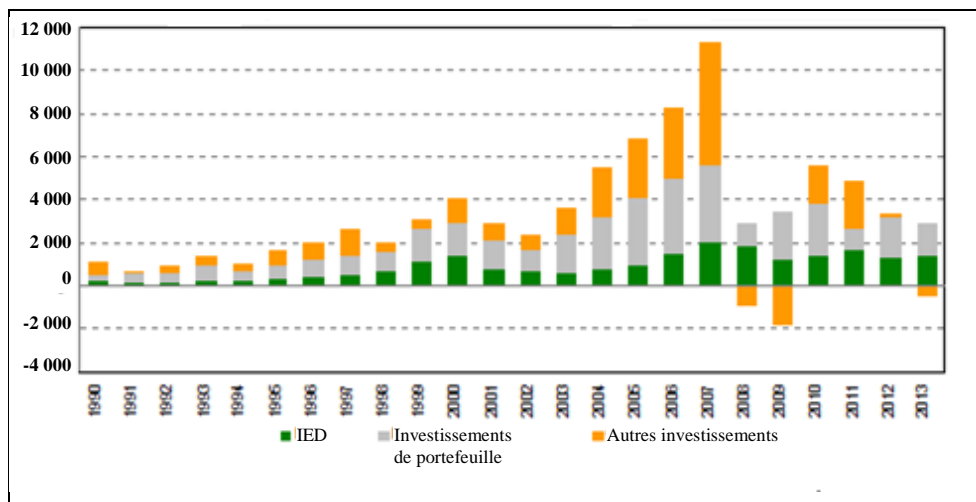
Type de flux	Ensemble du monde	Pays développés	Pays en développement	Pays en transition
IED	0,637	0,640	0,760	1,138
Investissements de portefeuille	0,651	0,664	1,037	2,323
Autres investissements	1,445	1,583	1,590	1,511
Total	0,752	0,811	0,917	1,142

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données d'UNCTADStat sur les IED (voir <http://unctadstat/EN/Index.html>), et les données sur les investissements de portefeuille et les autres investissements de la base de données Statistiques financières internationales du Fonds monétaire international (voir <http://www.imf.org/external/data.htm>).

Note: Les autres investissements recouvrent les prêts des banques commerciales, les prêts publics et les crédits commerciaux.

8. Le montant total des flux mondiaux de capitaux extérieurs (IED, investissements de portefeuille et autres investissements) a été réduit en 2013 à 2 400 milliards de dollars, soit un quart de son niveau d'avant la crise pendant la période 2006-2007, et moins de 20 % de l'ensemble des investissements nationaux et étrangers. Une forte baisse s'est produite en 2008-2009 en raison de la crise financière et économique mondiale, tandis que les flux de capitaux extérieurs ont augmenté avant cette période en raison de l'accroissement rapide du produit intérieur brut tant des pays développés que des pays en développement et de la libéralisation financière. Au niveau mondial, les investissements de portefeuille ont été plus importants en valeur absolue que tous les autres flux de capitaux réunis pratiquement chaque année, tandis que les autres investissements (prêts des banques internationales) ont crû plus rapidement jusqu'à 2007 (voir fig. 1). Si toutes les composantes des flux de capitaux privés ont régressé fortement pendant la période 2008-2009, la diminution la plus brutale a concerné les autres investissements (prêts bancaires), traduisant la crise de confiance plus générale qui s'est produite pendant cette période. On a assisté en 2010 à une augmentation des flux de capitaux en raison du retournement de cette composante des investissements (prêts bancaires). Néanmoins, la crise actuelle – renforcée en 2012, en particulier en Europe – a fait reculer de nouveau les flux de capitaux. Ce sont principalement les prêts bancaires qui contribuent à atténuer le niveau des flux de capitaux. Cette catégorie d'investissement a aussi accentué la baisse totale des flux de capitaux extérieurs en 2013 en raison de flux négatifs (montant des remboursements supérieur à celui des nouveaux prêts).

Figure 1
Flux mondiaux de capitaux extérieurs, 1990-2013
 (En milliards de dollars des États-Unis)

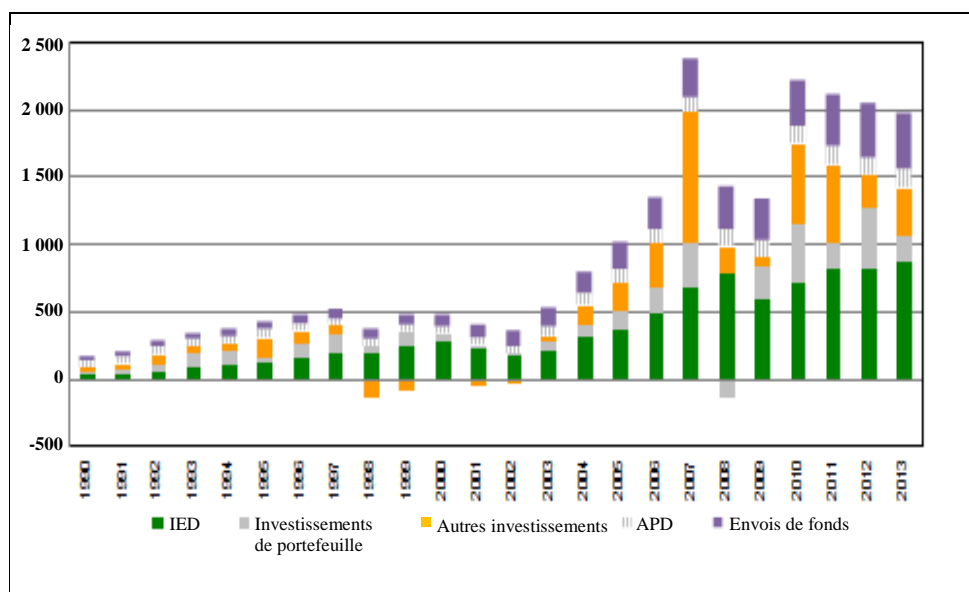


Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données d'UNCTADStat sur les IED et du Fonds monétaire international sur les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Note: Les données sont indiquées selon la présentation type de la balance des paiements, c'est-à-dire en chiffres nets.

9. La dynamique des sources extérieures de financement des pays en développement et des pays en transition diffère de celle des pays développés. La composition des sources de financement extérieures des pays en développement a connu des variations importantes au cours des quinze dernières années, même si les IED ont représenté la plus grande partie du total pratiquement chaque année (voir fig. 2). Tous les flux de capitaux privés ont connu des variations, épousant de près les phases d'expansion et de récession de l'activité économique en général. En tenant compte de l'APD et des envois de fonds, le financement du développement vers ces pays a atteint 2 000 milliards de dollars en 2013.

Figure 2
Flux extérieurs de financement du développement vers les pays en développement et les pays en transition, 1990-2013
 (En milliards de dollars des États-Unis)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données d'UNCTADStat sur les IED, du Fonds monétaire international sur les investissements de portefeuille et les autres investissements, de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur l'APD et de la Banque mondiale sur les envois de fonds (voir <http://data.worldbank.org>).

Note: Les données sont indiquées selon la présentation type de la balance des paiements, c'est-à-dire en chiffres nets.

10. La croissance économique mondiale et les politiques économiques efficaces menées par bon nombre de pays en développement et de pays en transition ont produit des niveaux record de flux de capitaux privés jusqu'à 2007. Les sociétés transnationales des pays développés ont diversifié leurs actifs extérieurs dans les pays en développement et les pays en transition, les investisseurs des marchés de capitaux ont développé leur présence dans les pays émergents, et les banques commerciales ont aussi recentré leurs activités sur les pays en développement et les pays en transition.

11. Le ralentissement économique mondial qui s'est engagé en 2008, accentué par la crise financière, a ralenti tous les courants de capitaux extérieurs vers les pays en développement et les pays en transition pendant la période 2008-2009. On comptait cependant que ces régions seraient relativement épargnées par la crise mondiale, et les flux se sont redressés, jusqu'à approcher le niveau record de 2007, avant de retomber en 2012. Le recul de la période 2012-2013 a suscité des inquiétudes car la baisse des flux de capitaux a ralenti les progrès de nombreux pays, en particulier des PMA, vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a aussi pesé sur les débats concernant les besoins de financement des objectifs de développement durable pendant la période 2013-2015 à l'approche de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

12. Les conséquences de la crise financière sur les divers flux de capitaux dans les pays en développement et les pays en transition ont cependant été variables. Les investissements de portefeuille ont été les plus touchés, la chute du prix des actions et l'effondrement de la capitalisation de plusieurs places boursières détruisant des volumes importants de ces

investissements. Les IED ont moins souffert, et leur part dans le financement des pays en développement et des pays en transition a augmenté, passant de 34 % pendant la période 2003-2007, avant la crise, à 42 % pendant la période 2008-2013, après la crise, et à 53 % pendant la période 2008-2009, les deux années qui ont immédiatement suivi la crise. Les pays en développement et les pays en transition sont aujourd'hui le moteur du redressement des IED mondiaux, en raison de leur redressement économique assez rapide et de l'éclosion des liens économiques Sud-Sud.

13. Les entrées d'IED, avec d'autres sources extérieures de financement du développement (dont les investissements de portefeuille, les autres investissements, l'APD et les envois de fonds), apportent une contribution importante aux besoins de financement des pays en développement (voir fig. 2). Au cours des dernières années et de la période de la crise financière et économique, les entrées d'IED sont restées la source extérieure de financement la plus importante et la plus stable pour les pays en développement.

14. Les flux d'IED vers les pays en développement n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, sauf en 2009, les entrées nettes d'après les données de balance des paiements atteignant le niveau record de 780 milliards de dollars en 2013. En raison des mesures d'assouplissement quantitatif dans les pays développés, les flux nets de capitaux de portefeuille ont aussi augmenté pendant la période 2012-2013. À l'inverse, les autres investissements, y compris les prêts bancaires, et les transferts publics vers les pays en développement tel l'APD, restent à des niveaux plus bas.

15. L'augmentation régulière des IED vers les pays en développement au cours des dernières décennies n'a pas seulement changé la structure du financement extérieur de leurs économies mais a aussi accru l'importance des IED dans la formation de capital en général. Les dynamiques à long terme des pays destinataires qui attirent les IED, notamment des taux de croissance économique positifs et relativement élevés et des classes moyennes de plus en plus nombreuses, ainsi que les réseaux existants de production internationale dans les pays en développement, compensent et dépassent des dynamiques à court terme comme la faible demande d'exportations et les prix bas des produits de base, qui influent à la baisse sur les IED. La bonne tenue relative des flux d'IED tient aussi à des facteurs liés à l'offre, parmi lesquels: la perspective à long terme des projets d'IED, qui les rend moins tributaires de considérations à court terme; l'aptitude des sociétés transnationales à mobiliser des ressources financières en dehors du secteur financier, y compris en interne; la nécessité de regrouper les secteurs d'activité les plus touchés, notamment le secteur financier, les produits de consommation, etc.; et les débouchés économiques dans des secteurs spécialisés comme les technologies de l'information et de la communication et les services aux entreprises, où les IED continuent d'augmenter.

16. Cependant, malgré l'importance des IED en tant que source de financement du développement, des inquiétudes demeurent quant au fait que leur instabilité augmente dans l'ensemble, la part d'éléments plus liquides de ces flux gagnant du terrain par rapport à celle des investissements en actions. Tout en le restant beaucoup moins que les investissements de portefeuille et les autres investissements, notamment que les prêts et les crédits commerciaux, comme le montre le tableau 1, les IED sont devenus plus instables ces dernières années pour plusieurs raisons, parmi lesquelles:

- Les flux d'IED n'entraînent pas nécessairement d'augmentation équivalente des capacités productives. À titre d'exemple, s'il est surtout question de fusion-acquisition, cela peut augmenter les réserves liquides des filiales étrangères plutôt que leurs dépenses d'investissement dans de nouvelles capacités productives. De même, les investissements directs dans des projets d'investissement entièrement nouveaux peuvent s'en trouver diminués. Il peut y avoir des écarts considérables entre les flux d'IED et les dépenses d'investissement des filiales étrangères. À titre d'exemple, en 2010, les sorties d'IED des États-Unis d'Amérique ont atteint environ

300 milliards de dollars, mais les dépenses d'investissement de filiales étrangères d'entreprises de ce pays n'ont été que de 167 milliards de dollars, soit seulement la moitié du total des flux d'IED;

- La part relative des investissements en actions a diminué au cours des dix dernières années, en particulier dans les pays développés. Cette diminution est en partie structurelle, une des raisons étant que le financement par la société mère est rendu moins nécessaire par la présence d'autres solutions comme le financement local, l'existence de fonds d'investissement, etc.;
- La composition des IED évolue, la part des actions diminuant au profit des éléments de passif et du réinvestissement des bénéfices. Pour quelque 20 pays développés, les investissements en actions ont représenté moins du quart des sorties totales d'IED en 2013, contre près de la moitié en 2011.
- À la différence des investissements en actions, les éléments de passif et le réinvestissement des bénéfices sont des aspects potentiellement plus instables des IED. Ainsi, si les IED sont globalement plus constants et davantage orientés vers le long terme, les prêts interentreprises et le réinvestissement des bénéfices sont intrinsèquement des opérations à court terme qui peuvent conduire les IED à se comporter dans une certaine mesure de façon analogue aux investissements de portefeuille;
- Les investissements dans les entités ad hoc et les paradis fiscaux ont normalement un caractère transitoire. Ainsi, les paradis fiscaux des Caraïbes ont représenté à eux seuls 7 à 8 % des entrées d'IED mondiales en 2013. En outre, du fait en partie de l'assèchement des politiques d'assouplissement quantitatif, les placements de portefeuille et autres capitaux flottants ont afflué des grands pays émergents, contribuant à une dépréciation des taux de change, ce qui peut freiner de nouveaux IED ou dissuader les investisseurs existants de rapatrier des capitaux.

Questions à examiner pour les politiques

17. Il existe un certain nombre de sources extérieures de financement du développement potentiellement utilisables pour investir dans les objectifs de développement durable, même si les IED sont actuellement la source la plus importante et la plus stable dans les pays en développement et les pays en transition. Du point de vue des secteurs précis liés aux objectifs de développement durable, quelles sources de financement et d'investissement potentielles seraient les plus judicieuses? Les facteurs à prendre en considération pour cette question sont notamment les suivants:

- Caractéristiques des secteurs liés aux objectifs de développement durable et des sources de financement et d'investissement;
- Différences entre les pays en développement, y compris les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement;
- Tendances des flux par source et caractéristiques, motivations et propensions de chacune (aspects développés aux chapitres 2 et 3);
- Mesure dans laquelle les sources extérieures investissent directement dans les pays en développement ou fournissent un financement et d'autres ressources aux investisseurs nationaux du secteur public ou du secteur privé;
- Caractère des projets d'investissement, y compris les partenariats public-privé (PPP).

18. Les enseignements tirés de l'expérience des pays peuvent orienter les décisions concernant les points ci-dessus, s'agissant notamment:

- D'instaurer un climat d'investissement propice au financement et aux investissements concernant les objectifs de développement durable, tout en protégeant l'intérêt général;
- De créer de nouveaux mécanismes d'incitation et une nouvelle génération d'institutions de promotion des investissements pour exploiter efficacement les sources extérieures.

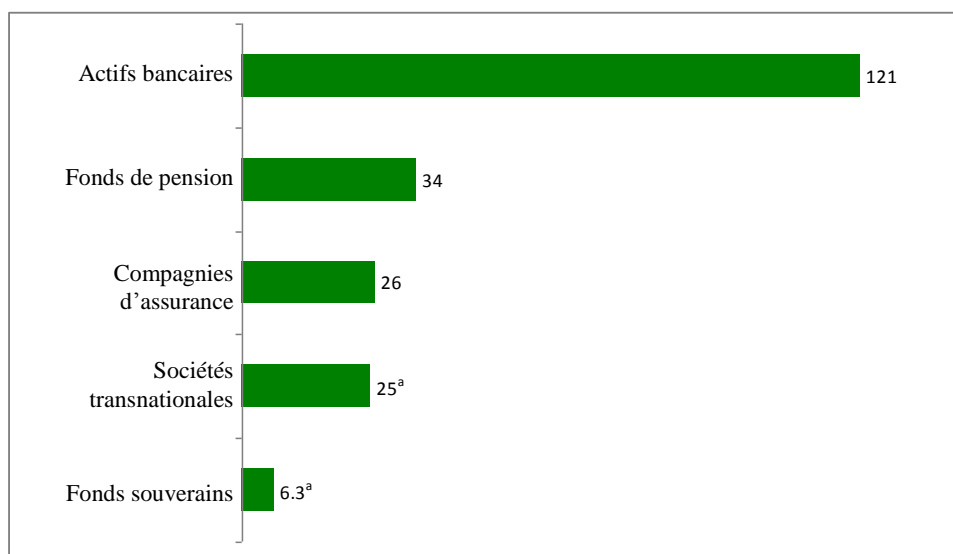
II. Mobiliser des sources extérieures de financement pour le développement durable: les principaux acteurs

19. Le système financier mondial, ses institutions et ses acteurs, peuvent mobiliser des capitaux pour l'investissement dans les objectifs de développement durable. Il existe dans le secteur privé un grand nombre de sources possibles de financement du développement (voir fig. 3). La mesure dans laquelle ce financement est accessible est fonction de la propension de chaque source à être utilisée pour les investissements et de ses avantages comparatifs pour certains types de projets, comme on le verra dans le présent chapitre.

Figure 3

Importance relative de certaines sources potentielles d'investissement, 2012

(Valeur des actifs, des actions et des prêts en milliers de milliards de dollars)



Source: CNUCED, *World Investment Report 2014 – Investing in the Sustainable Development Goals: An Action Plan* (New York et Genève, publication des Nations Unies).

Note: a = valeur en 2014. Le chiffre n'est pas exhaustif mais cherche à rendre compte de certains des principaux acteurs et sources de financement. Les montants indiqués pour les actifs, les actions et les prêts ne sont pas équivalents, se recoupent dans certains cas et ne peuvent pas être additionnés.

Banques

20. Les flux de prêts bancaires internationaux vers les pays en développement ont atteint environ 325 milliards de dollars en 2013, faisant des prêts bancaires internationaux la troisième source de capitaux étrangers en importance après les IED et les envois de fonds. Les banques sont une source importante de financement de projets qui peut être utilisée

pour financer des projets qui intéressent les objectifs de développement durable. L'application des Principes de l'Équateur, un cadre de gestion des risques qui aide à déterminer, évaluer et gérer les risques environnementaux et sociaux, peut aussi aider à faire en sorte que les prêts bancaires contribuent aux objectifs de développement durable.

21. Les banques publiques et établissements financiers analogues peuvent être efficaces en ciblant certains secteurs, à titre d'exemple les infrastructures et les services publics. À l'heure actuelle, les établissements financiers publics représentent 25 % du total des actifs du système bancaire dans le monde, et les capitaux dont disposent ces établissements dans les pays en développement peuvent être utilisés pour investir directement dans les objectifs de développement durable et pour démultiplier des fonds et des investissements provenant du secteur privé.

Fonds de pension

22. La CNUCED estime que les fonds de pension ont investi au moins 1 400 milliards de dollars d'actifs dans les pays en développement et que la valeur des actifs des pays développés investie dans les pays du Sud progresse, s'ajoutant à la valeur des fonds de pension établis dans les pays en développement, qui investissent principalement sur le marché intérieur du pays concerné. Les fonds de pension considèrent les investissements d'infrastructure comme une catégorie d'actifs en soi et il existe un potentiel pour des investissements futurs des fonds de pension dans des formes moins liquides d'investissement d'infrastructures. Des enseignements peuvent être tirés de certains pays, dont l'Australie et le Canada, qui sont parvenus à constituer des projets d'infrastructures précisément pour accroître les investissements de fonds de pension. Dans les deux pays, les investissements d'infrastructures représentent quelque 5 % des portefeuilles de fonds de pension.

Compagnies d'assurance

23. Les compagnies d'assurance ont des engagements à long terme (dans le secteur de l'assurance-vie), se préoccupent moins de la liquidité et sont de plus en plus disposées à investir dans les infrastructures, quoique principalement dans les pays développés. D'après une étude, les compagnies d'assurance affectent actuellement en moyenne 2 % de leur portefeuille aux infrastructures, même si le chiffre atteint plus de 5 % dans certains pays⁴. Les assureurs peuvent aussi investir dans des domaines comme l'adaptation aux changements climatiques, ce qui se traduirait pas des économies en raison du nombre plus faible de demandes de remboursement et des primes d'assurance moins chères à long terme⁵. Le secteur des assurances est résolu à intégrer les objectifs économiques, sociaux et de gouvernance dans ses activités et à faire mieux connaître l'incidence des nouveaux risques sur le secteur, dans le cadre notamment des Principes pour une assurance durable de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

⁴ Prequin, 2013, *The 2014 Prequin Sovereign Wealth Fund Review* (Londres).

⁵ Climatewise, Initiative de Munich des compagnies d'assurance pour le climat et Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement, déclaration générale du secteur des assurances, présentée au Forum Caring for Climate des entreprises à la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Varsovie, 19 novembre, disponible à l'adresse: <http://www.climatewise.org.uk/global-insurer-statement> (date de consultation: 29 janvier 2015).

Sociétés transnationales

24. Avec 7 700 milliards de dollars d'investissement actuels dans les pays en développement et quelque 5 000 milliards de dollars de trésorerie, les sociétés transnationales offrent une source potentielle significative de financement pour l'investissement dans des secteurs liés aux objectifs de développement durable dans les pays en développement (voir précisions supplémentaires au chapitre 3).

Fonds souverains

25. Bien que 80 % des actifs de fonds souverains soient détenus par des pays en développement, plus de 70 % des investissements directs de fonds souverains vont actuellement aux pays développés, et une partie importante du total de leurs fonds sous mandat de gestion peut aussi être investie dans les pays développés. Les fonds souverains peuvent offrir un certain nombre d'avantages pour les investissements dans les secteurs liés aux objectifs de développement durable dans les pays pauvres, ne serait-ce que parce que leur financement est dépourvu d'effet de levier, et que leurs perspectives d'investissement sont souvent à long terme. C'est ainsi que 60 % des fonds souverains investissent déjà activement dans les infrastructures, en particulier dans des secteurs comme l'eau et l'énergie⁶. Certains fonds souverains et fonds de pension publics sont tenus à des activités sans but lucratif, telles la protection sociale ou l'équité entre les générations; ils représentent également une forme de capital public qui pourrait être utilisé pour la fourniture de services essentiels auprès des populations à faible revenu.

Fondations et gestionnaires de grande fortune

26. Certaines estimations évaluent le patrimoine total des personnes physiques à 46 000 milliards de dollars, même si un tiers de ce chiffre, d'après ces estimations, est intégré dans d'autres instruments de placement, comme les fonds communs de placement⁷. La gestion de patrimoine privé des gestionnaires de grandes fortunes s'est établie à 1 200 milliards de dollars et celle des fondations à 1 300 milliards de dollars en 2011⁸. À partir de ces ressources, il serait possible de mobiliser des contributions philanthropiques plus importantes pour des investissements à long terme et des investissements pour le développement durable par l'intermédiaire du secteur de la gestion de fortune. En 2011, il existait aux États-Unis plus de 80 000 fondations totalisant 662 milliards de dollars d'actifs, soit plus de 20 % des ressources estimatives des fondations au niveau mondial par actifs, même si une bonne partie de ces ressources étaient investies dans le pays.

Capital-risque

27. Le secteur du capital-risque est estimé à 42 milliards de dollars⁹. Les investisseurs qui cherchent à placer des fonds dans le cadre du capital-risque s'intéressent souvent activement et directement à leurs investissements. Ils sont susceptibles, en outre, d'apporter un financement au départ d'un projet ou dans sa phase initiale, et adoptent un horizon d'investissement à long terme pour ce qui est de la rentabilisation de leur capital initial.

Le capital-risque revêt donc davantage les caractéristiques d'un investissement direct que d'un investissement de portefeuille à court terme.

⁶ Preqin, 2013.

⁷ TheCityUK, 2013, Fund management, disponible à l'adresse: <http://www.thecityuk.com/research/our-work/reports-list/uk-fund-management-2014> (date de consultation: 29 janvier 2015).

⁸ Forum économique mondial, 2011, *The Future of Long-term Investing* (New York et Genève).

⁹ Ernst and Young, 2013, Turning the corner: Global venture capital insights and trends, disponible à l'adresse: <http://www.ey.com/GL/en/Services/Strategic-Growth-Markets/Global-VC-insights-and-trends-report-2013> (date de consultation: 29 janvier 2015).

Questions à examiner dans le domaine des politiques

28. La mobilisation d'un financement pour le développement à partir de sources extérieures doit tenir compte des caractéristiques, des motivations et des propensions des principaux acteurs, y compris, pour ce qui est des investisseurs institutionnels, des éléments ci-après:

- Les fonds de pension sont attirés par des perspectives à plus long terme, notamment dans le domaine des infrastructures;
- Les compagnies d'assurance ont un certain intérêt à soutenir des projets relatifs à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements;
- Pour la plupart des investisseurs de portefeuille et/ou institutionnels, des projets rentables constituent une incitation utile.

29. À cet égard, les enseignements tirés des expériences nationales peuvent appuyer l'élaboration des politiques et orienter les investisseurs vers certains projets liés aux objectifs de développement durable, tels que:

- La constitution d'un portefeuille de projets bancables;
- La mise au point de nouvelles méthodes de notation pour les investissements dans les objectifs de développement durable;
- La mise au point et le soutien de filières pour le lancement de projets d'investissement liés aux objectifs de développement durable sur les marchés financiers.

30. Parallèlement, des politiques peuvent être nécessaires pour réorienter les propensions et le comportement des sources de financement et d'investissement, notamment:

- La mise au point de mécanismes de fixation des prix pour les externalités ou l'amélioration de ces mécanismes;
- Le réaligement des incitations sur les marchés de capitaux;
- L'élargissement du champ d'application et du contenu des lignes directrices sur le comportement des investisseurs;
- La création d'instruments efficaces pour évaluer et suivre les investissements.

III. Renforcement des partenariats entre les sources extérieures de financement et d'investissement

31. La mobilisation de ressources internationales pour le développement faisait partie des objectifs définis dans le Consensus de Monterrey¹⁰ pour atteindre les objectifs du Millénaire et sera réaffirmée à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement en fixant des orientations concertées et ambitieuses pour le financement du développement durable afin de répondre aux futurs objectifs de développement durable. Pour réussir cette mobilisation, les secteurs public et privé, tant nationaux qu'étrangers, devront œuvrer de concert et en partenariat.

¹⁰ Le Consensus de Monterrey a été adopté par la première Conférence internationale sur le financement du développement, réunion au sommet organisée par l'ONU pour débattre des principales questions financières et connexes relatives au développement international, qui s'est tenue au Mexique en mars 2002. Le texte préconise notamment de mobiliser et d'utiliser plus efficacement les ressources financières nécessaires pour réaliser les objectifs de développement adoptés au niveau international dans le contexte d'une conception globale des difficultés de financement du développement.

32. Si les flux de capitaux privés jouent un rôle de plus en plus significatif dans le financement du développement, le secteur public est l'acteur dominant dans nombre de secteurs liés aux objectifs de développement durable. Néanmoins, le secteur public ne peut à lui seul atteindre le niveau d'investissement indispensable aux objectifs de développement durable envisagés. Les gouvernements des pays en développement et des pays en transition disposant de budgets limités, en particulier ceux des pays qui connaissent une croissance démographique et une urbanisation rapides, les secteurs privés tant nationaux qu'étrangers doivent être mis à contribution pour obtenir les capitaux, la technologie et le savoir-faire nécessaires afin de financer, développer et gérer des projets du secteur public en matière d'infrastructures et dans d'autres domaines. Les partenariats entre investisseurs publics, privés et étrangers sont de plus en plus reconnus comme un mécanisme efficace et approprié pour gérer la complexité des problèmes de développement qui touchent les pays en développement et pour répondre aux objectifs du Millénaire. C'est également le cas pour l'ensemble des secteurs liés aux objectifs de développement durable. Les domaines importants dans lesquels ces partenariats peuvent constituer la solution la plus efficace sont notamment la promotion du développement des infrastructures, l'atténuation des changements climatiques et l'augmentation de la production agricole, comme le précise l'encadré ci-après.

Secteurs liés aux objectifs de développement durable pour lesquels les partenariats entre différents investisseurs sont généralement efficaces

Infrastructures

Le secteur des infrastructures constitue un bon exemple des secteurs dans lesquels une association étroite entre les investisseurs étrangers et nationaux, publics ou privés, peut contribuer sensiblement aux objectifs de développement locaux¹¹. Dans la mesure où les besoins de financement des pays en développement dans le domaine des infrastructures dépassent de loin les montants susceptibles d'être financés par le secteur public, les gouvernements ont ouvert leurs secteurs et leurs services d'infrastructure à une plus grande participation du secteur privé, y compris les sociétés transnationales. Les contraintes de marge d'action budgétaire et les impératifs de viabilité de l'endettement ont conduit bon nombre de gouvernements des pays en développement à réévaluer le rôle potentiel du financement par les secteurs privés étrangers et nationaux des besoins actuels et futurs d'investissement public dans les infrastructures.

Changements climatiques

Il existe un immense potentiel d'interaction entre les investissements publics et privés en matière d'atténuation des effets des changements climatiques, en particulier dans des domaines comme la production d'électricité à partir de sources renouvelables. Le prix des technologies d'énergie renouvelable n'étant pas encore compétitif par rapport à celui de technologies traditionnelles à plus forte intensité de carbone, leur utilisation par des entreprises privées nécessite souvent un partenariat public-privé, qui peut revêtir diverses formes mais comporte le plus souvent des assurances des pouvoirs publics concernant l'accès aux réseaux de distribution et des tarifs préférentiels pour l'électricité produite,

¹¹ Parmi les exemples de partenariat public-privé faisant intervenir des partenaires étrangers et locaux dans divers pays du monde, on citera notamment les projets de centrale hydroélectrique au Cambodge, les projets de Port-Saïd et Marsa Allam en Égypte et le projet Tanger Méditerranée au Maroc. Parmi les partenariats public-privé faisant intervenir des partenaires publics et privés, on citera la concession aquifère de Mbombela en Afrique du Sud, le projet d'aéroport Enfidha-Hammamet en Tunisie et le projet de centrale hydroélectrique Bujagali en Ouganda.

outre des accords d'achat à long terme et un financement à des taux préférentiels¹².

Agriculture

L'expansion et la revitalisation de la production agricole sont une nécessité pour les pays en développement, à la fois pour répondre aux besoins alimentaires croissants et pour jeter les bases de la diversification et du développement économiques. Les investissements étrangers et nationaux publics ou privés peuvent les uns et les autres contribuer au développement du secteur agricole, et le potentiel d'interaction entre les deux est considérable. Il existe de nombreux exemples de réussite de partenariats public-privé concernant la production agricole dans les pays en développement, s'agissant notamment de l'amélioration des technologies et des intrants agricoles, de la recherche-développement et des services de vulgarisation agricole afin d'aider les agriculteurs à passer d'une production de subsistance à une production commerciale¹³.

Les investisseurs étrangers et nationaux, qu'il s'agisse d'entreprises, d'agriculteurs ou d'investisseurs publics, peuvent coopérer à différents stades de la chaîne de valeur alimentaire. Par exemple, les investisseurs locaux peuvent se consacrer à la production, et les investisseurs étrangers s'occuper de la transformation en produits alimentaires ou de leur distribution. L'agriculture contractuelle est une forme caractéristique de ce type de coopération.

33. La participation du secteur privé aux secteurs liés aux objectifs de développement durable doit être fondée sur un ensemble de principes directeurs visant notamment à concilier la libéralisation et le droit de réglementer, à concilier la nécessité de taux attractifs de rémunération des risques et la nécessité de services accessibles et abordables, à concilier l'augmentation de l'investissement privé et celle de l'investissement public et à concilier la portée mondiale des objectifs du développement durable et l'attention particulière dont doivent bénéficier les PMA¹⁴.

34. La mobilisation de sources extérieures pour investir dans l'économie locale offre un moyen viable et utile de soutenir le développement. La coordination de différentes sources d'investissement ne va pas sans poser d'importantes difficultés. Chaque source extérieure a ses propres motivations et réagit donc différemment aux situations économiques. Il est indispensable de percevoir ces différences au moment de tirer parti des synergies potentielles dans une optique de développement.

35. Utilisés efficacement et dans les bonnes conditions, d'autres capitaux (notamment les prêts bancaires) peuvent rehausser le niveau des investissements directs, tant locaux qu'étrangers ou en faciliter la gestion courante, ou permettre les deux à la fois. Si toutefois ils ne sont pas utilisés correctement (à titre d'exemple, si une entreprise étrangère réalisant des investissements directs s'expose trop à l'emprunt ou aux produits dérivés ou si des banques prêtent à l'excès sans la diligence voulue à des entreprises locales publiques ou privées), ces capitaux peuvent provoquer ou aggraver une crise.

¹² On citera à titre d'exemple un projet d'énergie éolienne reposant sur un contrat de construction-possession-exploitation-transfert, au Costa Rica, avec GDF Suez (France). Au Brésil, la Banque brésilienne de développement a approuvé un montant de 72 millions de reais (35 millions de dollars) pour le financement du parc d'éoliennes de Pedra do Sal en coopération avec Econergy International, filiale de GDF Suez.

¹³ On citera à cet égard un accord de partenariat public-privé pour la production d'huile végétale en Ouganda avec Wilmar International (Singapour). Des partenariats public-privé ont été conclus en Chine avec Syngenta (Suisse) qui s'est associé au centre de recherche sur les biopesticides du Hubei et l'Institut de chimie organique de Shanghai pour la recherche sur la protection des cultures. En Inde, Syngenta a conclu des partenariats concernant l'amélioration des pratiques culturales et des moyens de subsistance des agriculteurs pauvres.

¹⁴ CNUCED, 2014.

36. Les agents publics et privés qui investissent directement dans des projets liés aux objectifs de développement durable, notamment des projets d'infrastructure, y compris les sociétés transnationales, sont susceptibles de s'associer à divers types de capitaux extérieurs provenant de sources multiples, telles que les cinq sources ci-après, et d'obtenir ce faisant un effet de synergie (voir les exemples de financement innovant indiqués au chapitre 4).

Investissements de portefeuille

37. En règle générale, les investisseurs de portefeuille ne s'intéressent pas à la gestion courante des entreprises. Les fonds de cette nature peuvent arriver et repartir très rapidement. Les investisseurs en actions qui détiennent moins de 10 % des parts ou l'équivalent sont susceptibles de conserver leur placement à long terme. Les investisseurs institutionnels, notamment les fonds souverains ou les fonds de pension, constituent un exemple typique. Leur motivation pour investir n'est pas simplement d'obtenir une rémunération rapide avant de se désengager mais comme pour les IED, de viser un résultat à plus long terme. Dans certains cas, des investisseurs de portefeuille siègent au conseil d'administration. Le Bureau international de la Caisse des pensions norvégienne, à titre d'exemple, étudie actuellement ce genre de formule. Ce type d'investissement de portefeuille peut donc renforcer les modalités d'investissement à long terme indispensables pour relever le défi du développement durable.

Aide publique au développement

38. L'APD peut catalyser les IED en améliorant les conditions nécessaires au développement des investissements directs; soit directement en investissant dans les entreprises ou en s'associant avec celles-ci, y compris dans le cadre d'IED, soit indirectement en favorisant des conditions permettant à ces entreprises de réussir. Pour atteindre ces objectifs, l'APD doit être appliquée judicieusement, de sorte que si l'on accroît les IED, par exemple, cela stimule les investissements locaux plutôt que de les freiner. L'APD étant motivée au premier chef par des préoccupations de développement plutôt que par les intérêts économiques du pays donateur, elle favorise les investissements étrangers au service du développement de plusieurs manières. Parmi les différents investissements, les partenariats public-privé sont de plus en plus prisés dans les pays en développement, où les IED opèrent en synergie avec des investissements étrangers et locaux publics et privés pour gérer de grands projets qui autrement n'auraient pas été viables. À l'opposé, les donateurs, par l'intermédiaire des institutions de développement, doivent agir à la manière d'investisseurs étrangers directs, notamment en investissant dans les petites et moyennes entreprises locales. Leur principal objectif est d'apporter un financement supplémentaire en vue de stimuler l'investissement et de couvrir les risques. De cette manière, ils peuvent aussi promouvoir des projets qui ne seraient pas viables autrement. Ils investissent alors dans des projets individuels. L'APD sous ses formes multiples peut ainsi stimuler les investissements privés et en promouvoir les synergies avec d'autres types et sources d'investissement, et cela a des résultats bénéfiques, en aidant les pays à se rapprocher des objectifs du Millénaire et des objectifs de développement durable futurs. Dans un climat de réduction des budgets, il est particulièrement important de relier l'APD et les IED pour en renforcer les synergies.

Prêts des banques commerciales

39. Les prêts des banques commerciales mettent directement des fonds à la disposition des investisseurs pour développer une activité, acquérir de nouveaux équipements, moderniser des installations existantes, ou augmenter leur fonds de roulement ou leur inventaire. Un investisseur peut disposer de ressources internes suffisantes mais décider de contracter un prêt privé afin, par exemple, de conserver des fonds suffisants pour couvrir les imprévus et réduire son revenu imposable en augmentant ses charges de

remboursement. Les prêts bancaires peuvent donc directement inciter les investisseurs locaux ou étrangers à investir davantage, soit directement en s'associant à des investisseurs, soit indirectement en garantissant la bonne marche d'une activité. À cet égard, le rôle des banques commerciales est décisif. Lorsqu'elles adoptent une perspective à long terme, les banques peuvent entrer dans le conseil d'administration d'une entreprise et exercer un intérêt direct dans sa gestion, ce qui les motive à en garantir la prospérité à long terme, à l'inverse d'une démarche qui reposerait davantage sur le laisser-faire, dans laquelle les banques s'intéressent davantage à la rentabilité financière des fonds investis. Les prêts bancaires peuvent ainsi stabiliser le financement des entreprises en période de crise.

Crédits aux fournisseurs

40. Les crédits aux fournisseurs proviennent normalement d'entreprises partenaires ou d'intermédiaires bancaires et sont la plupart du temps, mais pas toujours, à court terme. Ces crédits sont particulièrement importants pour les entreprises qui investissent et qui ont des activités commerciales ou doivent importer des produits; l'économie du commerce international y a donc largement recours. Pendant la crise financière, les crédits aux fournisseurs ont été fortement touchés, ce qui a eu des conséquences très importantes pour le commerce et les activités même d'entreprises saines associées directement et indirectement au secteur commercial. Un cadre qui favorise le crédit commercial est donc important pour soutenir les investissements et l'activité économique.

Envois de fonds

41. Les envois de fonds des travailleurs sont des paiements et des transferts de personnes travaillant à l'étranger vers leur pays d'origine. Avec quelque 370 milliards de dollars d'envois de fonds vers les pays en développement et les pays en transition exportateurs de main-d'œuvre en 2013, ces transferts de revenus totalisent aujourd'hui un montant important: près de la moitié des flux d'IED, et plus du triple de l'APD totale reçue par les pays en développement. En tant que source de financement du développement dans les pays exportateurs de main-d'œuvre, les envois de fonds sont encore limités car ils vont directement aux ménages et sont utilisés principalement pour la consommation. Néanmoins, leur large diffusion dans l'économie signifie qu'ils peuvent avoir un effet bien plus important que les flux de capitaux et même que les flux publics, dont les destinataires sont ciblés, plus limités et cantonnés à certaines zones géographiques. Quand les émigrants reviennent, ils peuvent apporter des ressources humaines importantes car ils acquièrent le plus souvent des compétences technologiques dans les pays importateurs de main-d'œuvre. De plus, les émigrants et les travailleurs à court terme investissent aussi directement dans leur pays d'origine (voir tableau 2).

Tableau 2

Envois de fonds des migrants et acquisitions des diasporas, 1990-2013

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Région destinataire</i>	<i>Moyenne annuelle</i>							
	<i>1990-1994</i>	<i>1995-1999</i>	<i>2000-2004</i>	<i>2005-2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>
Pays en développement	38 855	63 946	111 895	246 192	311 202	348 053	365 619	374 702
Afrique	10 368	10 868	14 146	41 414	51 911	56 408	60 851	60 364
Pays en développement d'Asie	20 215	37 906	66 200	145 704	201 527	230 397	242 957	251 351
Asie du Sud-Est	3 793	8 638	14 792	31 398	41 537	44 745	48 327	51 433
Amérique latine et Caraïbes	8 159	15 062	30 804	57 493	56 050	59 434	59 962	61 124

Région destinataire	Moyenne annuelle							
	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010	2011	2012	2013
Pays en transition	1 193	4 777	6 652	24 050	30 319	36 401	37 598	42 152
Pays développés	33 867	43 395	60 329	99 737	111 978	122 111	118 272	125 084
Total mondial	73 915	112 119	178 876	369 978	453 499	506 565	521 489	541 938

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la Banque mondiale.

Investissements de la diaspora

42. Les investissements des émigrants permanents et des réfugiés vont des investissements de portefeuille aux IED et aux placements financiers (dépôts bancaires, notamment) dans leur pays d'origine. Aussi longtemps que les émigrants investissent dans des actifs fixes au lieu d'autres actifs, ils contribuent directement aux investissements productifs. Les petites entreprises gérées par des familles et des proches bénéficient régulièrement de tels investissements. Des proches et d'autres personnes (des amis, par exemple) vivant dans le pays d'origine peuvent avoir accès aux dépôts bancaires des émigrants et les transformer en investissements productifs¹⁵. D'après les données sur les fusions-acquisitions internationales effectuées par des membres de la diaspora dans leur pays d'origine, leurs investissements dans les pays en développement en 2013 sont estimés à 3,1 milliards de dollars, soit 3 % de la valeur de l'ensemble des fusions-acquisitions internationales dans les pays en développement. La valeur de ces investissements est encore réduite – un centième du montant total des envois de fonds ces dernières années – mais les membres de la diaspora, davantage peut-être que les travailleurs étrangers proprement dits, peuvent aussi apporter des compétences techniques, de gestion et autres.

Questions à examiner dans le domaine des politiques

43. Afin d'accroître le niveau absolu des investissements pour les secteurs liés aux objectifs de développement durable et d'en démultiplier l'efficacité et l'impact, des partenariats entre différentes sources extérieures et intérieures de financement du développement et d'investissement sont souhaitables, de façon à tirer parti de leurs caractéristiques originales et à les rendre synergiques. Certaines associations de fonds et de sources peuvent être plus efficaces pour certains projets liés aux objectifs de développement durable. De quelles expériences nationales peut-on tirer parti pour aider à l'élaboration des politiques en ce qui concerne les partenariats? Les politiques connexes peuvent comporter, notamment, les aspects suivants:

- Utilisation des fonds d'APD comme capital de base ou dette de rang inférieur afin de partager les risques ou d'améliorer les profils de rémunération des risques à l'intention des investisseurs du secteur privé;
- Utilisation des partenariats public-privé élargie à des projets liés aux objectifs de développement durable afin d'améliorer les profils de rémunération des risques et de répondre aux défaillances du marché;
- Mieux exploiter les engagements de marché et d'autres mécanismes pour garantir des marchés plus stables et plus fiables aux secteurs liés aux objectifs de développement durable;

¹⁵ Ces montants sont appelés transferts personnels et sont enregistrés à la rubrique des recettes de la balance des paiements et pas nécessairement dans le compte de capital.

- Utiliser les fonds publics pour le développement (provenant de banques de développement ou de banques multilatérales, notamment) comme capitaux de lancement ou garanties pour mobiliser d'autres ressources du secteur privé sur les marchés financiers.

44. Un aspect important des partenariats est qu'ils ne concernent pas seulement le financement; chaque partenaire a des caractéristiques et des attributs propres, y compris des actifs technologiques, des compétences de gestion et des qualifications professionnelles ou une connaissance particulière de tel ou tel secteur ou projet. Ces attributs et ces compétences sont parfois assez disparates, et une autre question à étudier est celle de savoir comment les réunir dans le cadre d'un partenariat mutuellement acceptable, en particulier du point de vue des sources non traditionnelles de savoir-faire dans les pays développés (à titre d'exemple, les membres de la diaspora, les retraités et les bénévoles).

IV. Mécanismes de financement innovants pour le développement durable: Tirer le meilleur parti du financement du développement

45. Des solutions de financement innovantes à l'appui du développement durable – nouveaux instruments financiers, fonds d'investissement et moyens de financement, notamment – peuvent contribuer de façon importante à la réalisation des objectifs de développement durable. Ces solutions sont restées cependant assez discrètes et limitées jusqu'à présent. Les sources de financement innovantes qui peuvent exister à la périphérie des marchés financiers ne sont pas toujours stables quand elles sont reliées au budget discrétionnaire de donateurs. Les sept sources ci-après sont des exemples actuels de sources de financement innovantes qu'il serait possible d'extrapoler.

Obligations vertes et obligations à impact sur le développement

46. La valorisation boursière actuelle des obligations vertes et/ou obligations climat est estimée entre 86 et 174 milliards de dollars et divers projets d'obligations à impact sur le développement devraient augmenter celle-ci encore davantage¹⁶. Ces obligations sont attrayantes car elles garantissent une rémunération plus sûre aux investisseurs, qui bien souvent sont soutenus par des donateurs ou des banques multilatérales, et aussi parce qu'il s'agit de projets ou de produits durables clairement définis. Les recettes sont souvent portées au crédit de comptes spéciaux qui financent des prêts pour des projets liés aux objectifs de développement durable (notamment des projets liés au développement ou à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation). Ces instruments ont longtemps été surtout pratiqués par les banques multilatérales de développement, et plus récemment, un certain nombre de sociétés transnationales ont émis des obligations vertes, notamment EDF Energy, Toyota et Unilever¹⁷.

¹⁶ D'après le Forum économique mondial, le volume du marché des obligations vertes est estimé à 174 milliards de dollars par HSBC et l'Initiative pour les obligations climat, selon une définition qui ne se limite pas aux obligations vertes et/ou climat expressément désignées en tant que telles, tandis que d'autres estimations, notamment celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques, considèrent que le marché est plus proche de 86 milliards de dollars (Forum économique mondial, 2013, *The Green Investment Report* (Genève)).

¹⁷ EDF Energy a lancé une émission de 1,4 milliard d'euros pour financer les investissements dans l'énergie solaire et éolienne, Toyota a levé 1,75 milliard de dollars pour le développement des véhicules hybrides et Unilever a levé 250 millions de livres pour des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation d'eau ou les déchets dans sa chaîne

Investissements à impact

47. Les investissements à impact peuvent être une source utile de capitaux, en particulier pour financer les besoins des pays en développement à faible revenu ou pour des produits et des services s'adressant aux populations vulnérables. Les investissements d'impact sont estimés actuellement entre 40 et 100 milliards de dollars, selon les secteurs et les types d'activités retenus comme constituant des investissements d'impact. De même, les estimations concernant le potentiel futur de ces investissements au niveau mondial vont de chiffres relativement modestes jusqu'à 1 000 milliards de dollars au total¹⁸. Les investisseurs d'impact sont notamment les organismes d'aide, les organisations, les organisations non gouvernementales, les fondations philanthropiques et des personnes fortunées, ainsi que des banques, des investisseurs institutionnels et d'autres types d'entreprise et de fonds. Dans une étude commune de 2012 sur les investissements d'impact, la CNUCED et le Département d'État des États-Unis ont observé que plus de 90 % de ces fonds étaient encore investis dans les pays développés, principalement dans des projets d'impact social et d'énergies renouvelables. Parmi les pays en développement, la première région bénéficiaire des investissements d'impact est l'Amérique latine et les Caraïbes, suivie de l'Afrique et de l'Asie du Sud¹⁹. Il existe en effet un certain nombre d'obstacles au développement des investissements d'impact dans les pays en développement; les problèmes se situent parfois du côté de l'offre, notamment une absence de compréhension commune de ce en quoi ces investissements consistent, et parfois du côté de la demande, notamment le manque de perspectives d'investissement éprouvées et de bonne qualité ou l'absence de structures innovantes pour répondre aux besoins des investisseurs de portefeuille²⁰.

Fonds verticaux

48. Les fonds verticaux ou fonds d'intermédiaire financier sont des mécanismes dédiés qui permettent à des acteurs multiples (pouvoirs publics, société civile, particuliers et secteur privé, notamment) d'assurer un financement pour des objectifs préétablis, souvent dans des secteurs sous-financés comme l'éradication des maladies ou l'atténuation des changements climatiques. Des fonds comme le Fonds mondial pour l'environnement et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ont atteint aujourd'hui une importance significative²¹. Des fonds analogues pourraient être créés à propos d'autres

d'approvisionnement (S Mulholland, 2014, «Toyota said to issue \$1.75 billion of green asset-backed bonds», *Bloomberg*, 11 mars; *Reuters*, 2013, «Successful launch of EDF's first green bond», 20 novembre; *The Economist*, 2014, «Green bonds: Spring in the air», 22 mars; et Unilever, 2014, «Unilever issues first ever green sustainability bond», 19 mars).

¹⁸ N. O'Donohoe, C Leijonhufvud et Y Saltuk, 2010, Impact investments: An emerging asset class, J. P. Morgan Global Research, disponible à l'adresse: <https://www.jpmorgan.com/pages/detail/1290554691462> (date de consultation: 29 janvier 2015).

¹⁹ R. Addis, J. McLeod et A. Raine, 2013, Impact – Australia: Investment for social and economic benefit, Ministère australien de l'éducation, de l'emploi et des relations professionnelles.

²⁰ Un certain nombre d'initiatives sont en cours pour remédier à ces obstacles et développer les investissements d'impact, notamment Global Impact Investing Network et Impact Reporting and Investment Standards Catalogue, le Global Impact Economy Forum du Département d'État des États-Unis, le Global Impact Investment Ratings System, le Programme d'impact du Royaume-Uni pour l'investissement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et l'équipe spéciale du Groupe des 8 sur les investissements d'impact social.

²¹ Le Fonds mondial pour l'environnement, partenariat entre 182 pays, des organismes internationaux, la société civile et le secteur privé, a fourni 11,5 milliards de dons depuis sa création en 1990 et mobilisé 57 milliards de dollars de cofinancement pour plus de 3 215 projets dans plus de 165 pays. Le Fonds mondial totalise environ 30 milliards de dollars d'annonce de contributions depuis sa

domaines d'intervention spécifiques des objectifs de développement durable en général. L'Africa Enterprise Challenge Fund sert ainsi de mécanisme pour proposer des prêts à des conditions préférentielles pour la création d'entreprises équitables.

Fonds de contrepartie

49. Les fonds de contrepartie, qui supposent un engagement du secteur public à apporter un montant égal ou proportionnel, sont utilisés pour inciter le secteur privé à contribuer à des initiatives de développement. Ainsi, au titre du fonds de contrepartie de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, le Department for International Development du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Fondation Bill et Melinda Gates ont annoncé des contributions d'environ 130 millions de dollars associées à des contreparties apportées par des entreprises, des fondations, des clients, des membres, des employés et des partenaires économiques (voir <http://www.gavi.org/funding/give-to-gavi/gavi-matching-fund/>).

Aide à décaissement accéléré

50. Outre la possibilité de susciter des contributions supplémentaires, le secteur public peut amener les acteurs du secteur privé à utiliser des mécanismes de financement qui modifient le profil chronologique du financement du développement, en concentrant en début de période les décaissements au titre de l'aide publique. La Facilité internationale de financement pour la vaccination émet sur les marchés de capitaux des obligations notées AAA qui sont adossées à des engagements de contribution à long terme des pays donateurs. Dès lors, des flux d'aide publique aux pays en développement qui interviendraient normalement sur une période de vingt ans sont convertis en espèces immédiatement à l'émission. Pour les investisseurs, ces obligations sont attrayantes en raison de la notation, d'un taux d'intérêt comparable au marché et d'un retour sur investissement perçu comme socialement responsable. La Facilité internationale de financement pour la vaccination a mobilisé plus de 4,5 milliards de dollars à ce jour en émettant des obligations qui sont achetées par des investisseurs institutionnels et commerciaux sur différents marchés financiers parvenus à maturité (voir <http://www.iffim.org>).

Titrisation des flux ultérieurs

51. Le décaissement accéléré de l'aide fait partie d'un ensemble plus large d'initiatives entrant dans le cadre de la titrisation des flux ultérieurs, qui permet à des pays en développement d'émettre des instruments financiers négociables dont les remboursements sont garantis par un flux de recettes relativement stable. Ils peuvent être utilisés pour attirer un groupe d'investisseurs plus large qu'il ne serait possible autrement. D'autres exemples bien connus sont les obligations diaspora, dont l'émission est garantie par les envois de fonds des migrants, et les obligations adossées aux recettes provenant, à titre d'exemple, des ressources naturelles. Ces instruments permettent aux pays en développement d'avoir accès immédiatement à un financement qui serait reçu normalement sur une période prolongée.

Financement participatif

52. D'après les estimations, les initiatives de financement participatif ont mobilisé 2,7 milliards de dollars dans le monde en 2012 et devaient augmenter de 81 % en 2013 pour atteindre 5,1 milliards de dollars²². S'il est plus répandu à l'heure actuelle dans les pays

création en 2002 et plus de 60 % de ces montants ont été acquittés à ce jour (Banque mondiale, *Financing for Development Post-2015*, Washington, 2013).

²² Massolution, 2013, *The crowdfunding industry report*, disponible à l'adresse <http://www.crowdsourcing.org/editorial/2013cf-the-crowdfunding-industry-report/25107> (date de consultation: 29 janvier 2015).

développés, le financement participatif serait en mesure de financer des projets liés aux objectifs de développement durable dans les pays en développement. Le financement participatif s'est révélé un moyen efficace pour les entrepreneurs et les entreprises des pays développés qui n'ont pas accès à des marchés financiers plus formels. Le financement participatif pourrait aussi aider les talents entrepreneuriaux et l'activité potentiels à contourner les marchés de capitaux traditionnels pour se financer.

53. Pour gérer ces mécanismes de financement innovant et traiter divers problèmes dans les secteurs liés aux objectifs de développement durable, il est fondamental d'investir dans les ressources humaines. La mobilisation de ressources pour la promotion de l'entreprenariat est une option viable, qui fait l'objet d'une note distincte établie par le secrétariat (TD/B/C.II/29).

Questions à examiner dans le domaine des politiques

54. Pour parvenir à l'échelle souhaitée, les instruments financiers et les mécanismes de financement existants et nouveaux qui sont utilisés pour réunir des ressources pour les investissements dans les objectifs de développement durable doivent être soutenus, adaptés aux objectifs souhaités et extrapolés au besoin. De quelles expériences nationales peut-on s'inspirer pour concevoir à cet effet des politiques et des mécanismes appropriés? Les possibilités suivantes peuvent notamment être étudiées:

- Partenariats entre des organismes d'investissement extérieur des pays d'origine et des organismes de promotion des investissements des pays destinataires;
- Mesures de facilitation pour soutenir des instruments financiers consacrés aux objectifs de développement durable et aux initiatives d'investissement d'impact;
- Moyens d'application de politiques, de façon à garantir une meilleure utilisation de mécanismes innovants et à diminuer les obstacles rencontrés par les investisseurs.

55. Au-delà des politiques de financement, il faudrait réfléchir à la possibilité d'inciter les secteurs privés et les secteurs publics tant étrangers que locaux à mieux investir. Les objectifs de développement durable ne seront pas atteints en fonction de la quantité des investissements, mais de la façon dont ils sont réalisés. Ainsi, les investisseurs qui développent l'emploi ou les compétences des femmes, des minorités et d'autres groupes exclus soutiennent le développement durable par leur manière d'investir, indépendamment des montants investis.
